

Guizot et l'Angleterre

Quand, en 1840, pour des raisons de politique intérieure, Guizot accepta de devenir ambassadeur de France à Londres, il n'était jamais allé en Angleterre, comme il n'avait jamais fait de diplomatie. Mais l'Angleterre avait joué un grand rôle dans sa carrière et dans son passé (il avait alors cinquante-trois ans).

C'est le hasard d'avoir fait ses études à Genève qui avait permis à Guizot de connaître l'anglais. En ce temps de blocus continental et de guerre permanente, il dût être difficile, sinon impossible, pour un jeune Français de faire vraiment connaissance avec l'Angleterre. Mais les relations et les affinités de Genève avec l'Angleterre étaient anciennes, et même après l'incorporation de Genève dans l'Empire français, l'influence littéraire, scientifique et même politique de l'Angleterre persistait. C'est en 1814 que Sismondi définit Genève comme une ville anglaise sur le continent, une école succursale de l'éducation anglaise du genre humain, disait-il. C'est à Genève que Guizot a connu la revue, la *Bibliothèque britannique*, fondée par des professeurs de l'Académie, et nous savons par les travaux de M. Pouthas que dans une société d'étudiants, une société pour l'avancement des études, dont Guizot faisait partie, la première place dans les lectures de ces jeunes gens (Guizot avait alors dix-huit ans) était réservée à des écrivains anglais tels que Gray, Cooper, Addison, Thomson, Lord Chesterfield, Adam Smith, Ossian et Shakespeare. Nous savons que le jeune Guizot s'est même aventuré à faire une traduction du poème de Gray, « *Elegy in a country churchyard* ». Il est sans doute vrai qu'il aurait pu, dans un lycée d'Alsace par exemple, prendre contact avec la langue et la littérature allemandes, comme il l'a aussi fait à Genève. En tout cas aucun lycée napoléonien ne lui aurait ouvert l'horizon sur l'Angleterre d'une telle façon.

Ensuite l'influence britannique sur Guizot est continue. Dans sa collaboration avec Pauline de Meulan aux *Annales de l'Education*, nous pouvons voir qu'il cherchait à introduire en France les idées des spécialistes étrangers

sur l'éducation, dont plusieurs britanniques. Il y avait Maria Edgeworth, dont les œuvres furent traduites pour la première fois par un professeur de Guizot à Genève, Pictet : elle a écrit sur l'éducation pratique. Il y avait Bell et Lancaster, les deux inventeurs, si on peut les appeler ainsi, et les inventeurs rivaux de la méthode mutuelle. Il y avait également l'Irlandaise Elisabeth Hamilton, qui a écrit un livre sur les principes de l'éducation. Guizot a aussi subi, surtout après avoir connu Royer Collard, je crois, l'influence de philosophes écossais, Reid et Dugald Stewart. Plus tard, et sans doute pour des raisons financières, Guizot a fait un livre de circonstance qui n'a pas beaucoup de rapport avec les idées qu'il a développées par la suite. Mais il a choisi Shakespeare comme sujet, un sujet qui n'était pas tellement évident à cette époque ; et nous devons remarquer que, dans un livre qui, dans l'ensemble est assez inspiré de Sir Walter Scott, Guizot a avancé des interprétations de Shakespeare et de ses pièces qui n'étaient pas très acceptables à ce moment. Par exemple, une des pièces que Guizot admirait beaucoup était Richard II, une pièce assez mal vue des critiques de l'époque, bien qu'on l'admire beaucoup de nos jours. Mais il est facile de comprendre pourquoi Guizot aimait cette pièce ; car elle tourne autour de l'histoire anglaise, d'une part, et, d'autre part, elle présente les questions monarchiques et politiques. C'est ainsi qu'il faudrait voir l'influence anglaise sur Guizot comme historien et comme penseur politique.

Comme de nombreux historiens et penseurs français pendant la Restauration, Guizot a beaucoup travaillé sur la Révolution anglaise. On croyait pouvoir comprendre ce qui se passait en France en regardant le xvii^e siècle en Angleterre. Ce n'est pas à moi aujourd'hui de traiter ce sujet, que mon collègue, le professeur Lutaud, connaît si bien. Je me permets simplement de vous rappeler que Guizot a tant travaillé ce sujet, et avant 1830 et après 1848, qu'aujourd'hui ses livres sur la Révolution anglaise sont toujours parmi les lectures obligatoires au programme de l'université d'Oxford.

D'autre part, l'intérêt que portait Guizot à l'histoire anglaise n'était pas limité au xvii^e siècle. Dans ses cours sur l'histoire de la civilisation il cherchait à comprendre l'histoire anglaise. Et il expliquait que, dans un sens, c'était une histoire glorieuse. La civilisation anglaise a été dirigée vers le perfectionnement social, vers l'introduction de plus de justice dans la société, comme de plus de bien-être et

de bonheur. Mais en même temps, c'était une histoire décevante. Guizot prenait comme exemple la crise politique et religieuse du xvi^e et du xvii^e siècle. C'était, disait-il, un prodigieux mouvement. Mais quel en était le grand système philosophique, quelles en étaient les grandes doctrines générales, comment s'était agrandi l'horizon de l'esprit humain ? Pour Guizot les croyances religieuses en Angleterre étaient toujours pratiques et solides. Même en littérature il pensait que les écrivains anglais se distinguaient par la clarté de l'expression, par l'évidence du bon sens, par les moyens d'amener de bons effets. Par contre, les écrivains anglais ne se distinguaient nullement par leur côté intellectuel. La langue anglaise était riche, flexible et prête à tout, sans être toutefois capable de suffire à tous les besoins de l'homme, sans être systématique, régulière, rationnellement construite, élégante. Une langue désignée par le principe de l'application utilitaire. Ainsi Guizot mettait l'accent sur le côté pratique plutôt que doctrinal, philosophe ou artiste.

Nous constatons la même chose quand il s'agit de la pensée politique. Très souvent, dans ses livres, ses brochures, ou ses discours à la Chambre, Guizot, comme ses contemporains, Constant, Rémusat, Broglie, Tocqueville, Duvergier de Hauranne, citait des analogies anglaises. Pour le gouvernement parlementaire et pour la monarchie constitutionnelle l'exemple de l'Angleterre était inévitable. Mais, bien que Guizot admirât la stabilité des institutions anglaises, il ne faisait aucun effort pour les imiter. Toute la pensée politique de Guizot tourne autour de ses vues historiques. Il croit que le côté pratique de la civilisation anglaise a trouvé son expression dans un système de gouvernement qui était un système fait pour les Anglais plutôt que pour un autre peuple. En général, nous trouvons que, lorsqu'il cite l'exemple anglais, c'est pour l'utiliser comme argument dans ses raisonnements concernant la France. Par exemple, il a toujours voulu dire que le roi avait son rôle à jouer dans la vie politique ; et il a cité l'exemple du roi George III appelant Pitt au pouvoir et faisant dissoudre la Chambre des Communes. Il a toujours été très conscient du fait que le gouvernement parlementaire évoluait en France sans traditions. Quand il regardait les hommes politiques britanniques, comme par exemple Sir Robert Peel, il montrait qu'ils étaient nés dans un parti politique. La question de choisir leur parti ne se posait pas pour eux. Il a compris, surtout après 1848, qu'il fallait des partis politiques pour que le système fonctionne bien. Ainsi il était frappé par le jeu

entre Whig et Tory ; mais tout en voulant construire un véritable parti conservateur en France, il savait bien qu'on ne pouvait pas inventer en France les mêmes partis qu'en Angleterre.

Une chose surtout le frappait. Il avait tendance à mesurer la qualité des hommes politiques en fonction de leur façon de voir les choses, de leurs principes à long terme, plutôt qu'au jour le jour. Ainsi il critiquait des dirigeants que pourtant il estimait beaucoup, comme Casimir Périer ou Louis-Philippe. Et dans une Angleterre douée d'un sens pratique très évolué, il voyait des hommes politiques qui agissaient de la même façon. Que ce soit pour la vie politique, religieuse ou sociale, Guizot ne trouvait jamais d'idées générales en Angleterre. L'anecdote qu'il a citée dans ses *Mémoires*, et qu'il aimait à raconter dans la vie, était que, dînant chez la reine au mois de mai 1840 et se trouvant dans le salon après le dîner, il remarqua trois portraits : Fénelon, le tsar Pierre le Grand et la fille de Lord Clarendon, Anne Hyde, la première femme du roi Jacques II. Guizot s'étonna du rapprochement si parfaitement incohérent de ces trois personnages et chercha la raison générale qui pouvait l'expliquer. Mais personne n'y avait fait attention et personne ne put lui en dire la raison, ce qui était très anglais. Mais ce qui était très français, c'est que Guizot lui-même avait trouvé l'explication générale : on avait choisi ces trois portraits d'après leur taille ; de sorte qu'ils convenaient bien aux trois places qu'on leur avait assignées !

Guizot avait une façon un peu didactique de voir les choses ; et, dans ses interprétations de l'histoire anglaise, il aimait beaucoup souligner le contraste avec la France. Ainsi, quand il prit le bateau à Calais, il n'y avait pas beaucoup de monde à le voir partir, il y avait peu de mouvement d'affaires, des promeneurs errant un peu partout, des groupes arrêtés ça et là, causant fort, des enfants courant et jouant bruyamment. Mais à Douvres, une population pressée, silencieuse, ne cherchant ni conversation, ni distraction, vaquant à ses affaires. Ainsi il nota que sur une rive il y avait le loisir animé, sur l'autre l'activité préoccupée de son but.

Quand il réfléchit sur l'histoire de la France et sur l'histoire de l'Angleterre, il dit que, pour la France, c'est la liberté et l'égalité qui sont le ferment. Pour l'Angleterre, c'est la liberté seulement, car la lutte s'établit, non entre les classes diverses, mais entre le pouvoir souverain et le peuple jaloux de ses droits, entre la royauté absolue et le

gouvernement libre. Ainsi, dans la lutte contre la couronne, à une grande partie de l'aristocratie soutenait la cause de la liberté, l'aristocratie a fait cause commune avec le peuple. Si bien que l'aristocratie anglaise n'a été ni souveraine ni anéantie ; et que la démocratie n'a été ni impuissante ni toute souveraine. Ce que Guizot appelait les classes élevées anglaises a continué de gouverner, mais sous l'influence prépondérante du pays lui-même et à condition d'accepter les nouveaux venus qu'enfante et élève le mouvement ascendant de la démocratie. Dans les premiers jours de son séjour en Angleterre, quand il passait la soirée chez Lord Palmerston, il y trouvait les grands aristocrates du pays, aussi bien que des radicaux. Mais il ne rencontrait pas les prétentions et l'indépendance aristocratiques. Il voyait un gouvernement libre et bien combiné des diverses classes sociales et des influences naturelles. Au même moment, dans une de ses premières conversations avec Lord Palmerston, il se voyait obligé d'expliquer que, par suite de la révolution de 1830, une partie importante de l'aristocratie française, les propriétaires du sol comme il les appelait, restait dans une disposition malveillante envers le gouvernement et ne lui apportait point la force que cette classe de la société donne en général au pouvoir.

Ainsi, bien que Guizot fût un admirateur de l'aristocratie anglaise, il convint un jour qu'il était grand partisan de la race des country gentlemen ; et il aimait dire aussi que rien ne lui plaisait tant que ce qui portait un air de durée et de longue mémoire. Bien que pendant son séjour en Angleterre, peut-être influencé par la Princesse de Lieven, il eût passé beaucoup de temps chez les aristocrates, il savait bien qu'encore une fois, ce qui se passait en Angleterre ne pouvait pas être imité en France. Il y avait donc une grande différence entre Guizot et ceux qui, en France, cherchaient à imiter l'Angleterre.

Je vous ai parlé, un peu rapidement, de ce que Guizot pensait de l'Angleterre en tant qu'historien, penseur, visiteur. Mais évidemment il était à Londres comme ambassadeur ; ensuite, dans le ministère que dirigeait, théoriquement du moins, le Maréchal Soult, Guizot était devenu ministre des Affaires étrangères. Peut-être la plus grande partie de l'activité politique de Guizot était-elle dirigée vers les affaires étrangères ; et il est sûr que l'Angleterre tenait là un rôle de premier ordre. Mais je crois qu'il est important de comprendre pourquoi Guizot est devenu un spécialiste des affaires étrangères. Dans un sens, il n'avait

pas le choix, parce que, comme ambassadeur, il s'est trouvé mêlé à la grande crise de l'Orient. Mais, d'autre part, Guizot croyait que le destin du gouvernement parlementaire et du système établi par la charte, par la révolution de 1830, dépendait des affaires étrangères. S'il y avait une guerre ou une grande crise internationale, l'occasion se présenterait pour les révolutionnaires, ou pour tous ceux qui voulaient des changements considérables. S'il n'y avait ni guerre ni crise internationale, ceux que Guizot considérait comme de mauvais esprits ne pouvaient rien espérer. Pour Guizot, la crise de 1840 était une crise intérieure de la France. Il ne croyait pas que la cause de Mehemet Ali, Pacha d'Egypte, fût une cause importante pour la France. Il ne voyait pas comment les intérêts de la France étaient liés aux intérêts du Pacha. Et l'enthousiasme populaire pour Mehemet Ali, l'enthousiasme de la rue, ce n'était, à ses yeux, qu'un enthousiasme révolutionnaire.

Il était donc nécessaire pour Guizot de définir les principes de la politique étrangère française, afin d'éviter une répétition de la crise de 1840. Tout cela devait se faire dans le cadre de la Chambre et dans les conditions normales de la politique française. « Il faut qu'ici soit toujours ma première pensée », disait-il à Saint-Aulaire ; et il lui fallait toujours des succès, comme il fallait toujours qu'il expliquât et qu'il justifiât ses actions. Mais ce qui était très important était que l'influence française dans le monde ne s'exerçât plus par des aventures, par l'agression, par des menaces. Depuis assez longtemps, disait-il, la France a joué dans l'Europe le rôle d'un météore enflammé, pour protéger son système social et politique. Mais maintenant que ce système était bien établi, et ne courait plus de risque, il fallait que la France prît enfin sa place d'astre fixe, à cours régulier et prévu. Guizot voyait trois puissances qui continuaient à s'agrandir : la Russie, l'Angleterre et les Etats-Unis. Mais la France ne pouvait et ne voulait pas imiter une telle expansion. Il disait, qu'à part l'Algérie, il n'y avait aucun endroit où la France dût chercher à s'agrandir ; et, quand il a fait annexer les îles Marquises dans le Pacifique, il trouvait drôle que ce soit lui qui ajoutât des territoires à la France. Quelques petites annexions, des points d'appui pour le commerce, c'était tout. Une insistance sur la Méditerranée pour contrebalancer la puissance grandissante de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche. Mais rien qui ne sortît d'une politique d'équilibre, qui ne fût une politique de paix.

L'Angleterre devait jouer son rôle dans cette politique, mais tout comme l'admiration de Guizot pour l'Angleterre ne le poussait pas à l'imitation, son attitude envers l'Angleterre n'était pas fondée sur une doctrine profonde. On avait prétendu qu'étant donné que la France et l'Angleterre avaient toutes les deux des régimes constitutionnels, il était naturel pour elles de se coaliser contre les régimes autoritaires de Vienne, Berlin et Saint-Petersbourg. Il est possible que Guizot ait dit cela, mais je ne pense pas qu'il y croyait. Il ne s'agissait pas de ranimer l'entente libérale ou l'union occidentale dont parlait Palmerston en 1834, quand il s'agissait de l'Angleterre, de la France, de l'Espagne et du Portugal. Il ne s'agissait même pas de conclure une alliance. Comme Guizot l'a dit à la Chambre en janvier 1842, une alliance intime avec la France aurait le désavantage de mettre les trois autres puissances de l'Europe contre nous. Une politique d'isolement encouragerait les quatre puissances à prendre la même attitude. Ainsi, il fallait que la France suivît une politique indépendante, tout en favorisant une bonne entente avec toutes les puissances. Le rapprochement avec l'Angleterre était donc une méthode de travail, une façon de maintenir la paix et une entente surtout personnelle entre Guizot et celui qui avait remplacé Palmerston au Foreign Office après les élections de 1841, Lord Aberdeen.

Tout le monde connaît l'amitié qui liait ces deux hommes : ils se sont rencontrés à Londres en 1840, et c'est par l'intermédiaire de la princesse de Lieven que les liens sont devenus tellement étroits entre eux. Cette amitié a duré jusqu'à la mort de Lord Aberdeen. C'est dans une longue lettre à Aberdeen en 1852, que j'ai publiée dans la *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, que nous trouvons la justification la plus complète qu'il ait faite de son gouvernement.

Mais je crois qu'il faudrait dire une chose qu'on n'a pas toujours comprise : l'entente avec la France représentait davantage un changement pour Lord Aberdeen et la politique anglaise qu'elle ne le faisait pour Guizot. Thiers avait essayé de réaliser une entente commerciale avec l'Angleterre ; et il n'avait jamais montré aucune hostilité envers les gouvernements britanniques. Guizot suivait donc une tradition. En revanche Palmerston avait montré une vraie hostilité à l'égard de la France. Soit parce qu'il gardait le souvenir des guerres napoléoniennes, soit parce qu'il croyait vraiment à l'instabilité dangereuse du système politique français, soit peut-être que, très conscient

de l'opinion politique britannique, il se rendait compte qu'une attitude anti-française était toujours populaire. Palmerston, à plusieurs reprises, a délibérément poursuivi une politique anti-française, comme si, de toute façon, il ne croyait pas que les deux gouvernements pussent se mettre d'accord. Lord Aberdeen entreprit délibérément de changer cette attitude. Comme dit le *Quarterly Review*, évidemment très tory, Aberdeen cherchait à se faire une voie (to steer his course) parmi les épaves de son prédécesseur.

Je ne crois pas non plus que Guizot ait choisi, comme l'ont dit ses contemporains et certains historiens, de faire une politique qui plût au gouvernement britannique. Nous voyons avec quel soin il entretenait Lord Aberdeen de ses idées et de sa politique. Mais il refusa de ratifier le traité sur le droit de visite et, peut-être n'a-t-il jamais compris l'effet de cette attitude sur Lord Palmerston, qui était un ennemi acharné et très sincère de la traite. Il a refusé aussi de donner suite à des négociations commerciales ; il a maintenu à leurs postes des agents diplomatiques qui étaient connus pour leurs sentiments anti-anglais ; et, en général, l'Entente cordiale, dont Louis-Philippe utilisait le terme le 27 décembre 1843, était un partage d'influence, surtout en Espagne et au Portugal. La célèbre visite de la reine Victoria chez Louis-Philippe au château d'Eu, en septembre 1843, eut surtout comme résultat diplomatique l'acceptation par le gouvernement britannique que l'influence française prédominât à Madrid et la promesse que le gouvernement britannique ne chercherait pas à détruire cette influence par une politique de mariage. Ensuite il y a eu les affaires de Tahiti et du Maroc. Pour Guizot toutes ces affaires représentaient un certain succès. Il flattait Lord Aberdeen : « Vous et moi, disait-il, nous sommes bien nécessaires l'un à l'autre. Sans vous, je puis empêcher du mal ; ce n'est qu'avec vous que je puis faire du bien ». Je crois que et Guizot et Aberdeen étaient sincères quand ils croyaient que, sans leur accord et leur méthode de travail, de petits incidents comme l'expulsion du missionnaire Pritchard ou comme le bombardement de Tanger par la flotte française seraient devenus des affaires plus graves. Mais, l'homme d'Etat britannique et le public étaient bien susceptibles ; et il n'est pas étonnant qu'une fois Palmerston de retour au pouvoir, il ait décidé une action prompte et publique pour montrer qu'il fallait mettre fin aux succès diplomatiques de la France.

Guizot voyait le retour de Palmerston au pouvoir avec

une appréhension très caractéristique. Il écrivait à Bresson, qui se trouvait à Madrid : « Je crains le tour d'esprit de l'homme qui se préoccupe passionnément de l'affaire spéciale du moment et oublie la politique générale ». Mais Guizot était aussi trop confiant dans sa connaissance très profonde de l'Angleterre. Il ne se rendait pas compte que la situation de Palmerston dans le cabinet whig était beaucoup plus forte qu'elle ne l'avait été dans le gouvernement de Melbourne. Le salon de Holland House n'existait plus. Le salon whig le plus important était maintenant celui que tenait Lady Palmerston, épouse de Lord Palmerston depuis 1839. Guizot croyait qu'il pouvait compter sur Russell pour veiller sur Palmerston : il n'en était rien. Russell, dont le ministère était dominé par la question irlandaise, était un homme trop faible de santé ainsi que de personnalité pour faire face à Palmerston, qui était l'homme d'Etat qui comprenait le mieux l'importance de la presse. Il y avait aussi, dans l'Entente cordiale, des réticences dynastiques : la reine Victoria a toujours voulu que l'importance de la famille Cobourg soit bien mise en valeur et évidente.

Ainsi, il y eut la crise des mariages espagnols, une crise dont Guizot lui-même a exagéré l'importance, une crise essentiellement sur une question de prestige. Peut-être Guizot a-t-il oublié lui-même sa conviction que les questions générales étaient plus importantes que les questions particulières. En tout cas, l'effondrement de l'Entente cordiale a eu lieu au moment où Guizot en avait besoin. Et cependant il n'a jamais désespéré de pouvoir travailler avec Palmerston, sur les questions suisses par exemple, où il était obligé de suivre une politique d'action. Mais l'hostilité de Palmerston était grande. Si Guizot avait recherché un accord commercial, peut-être sa réputation en Angleterre aurait-elle été meilleure ; mais, ses obligations parlementaires, là encore, aussi bien que ses préférences personnelles peut-être, l'en avaient découragé.

Il est facile de vouloir démontrer les erreurs de Guizot. Peut-être sa plus grande erreur était-elle dans son jugement sur Palmerston. Pourtant il l'avait bien compris quand il l'a comparé à un théologien qui s'acharnerait sur un détail et qui oublierait le fond de la question. Peut-être aussi, a-t-il cru, et il l'a fait dire, que l'entente avec l'Angleterre était plus grande et plus importante qu'elle ne l'était. La déception fut de ce fait plus forte et le dépit aussi. Peut-être est-il nécessaire d'établir un accord d'intérêts si deux Etats veulent vraiment établir une entente.

Mais quand Guizot est arrivé en Angleterre comme réfugié, Palmerston et lui se sont rencontrés de la façon la plus cordiale. « They shook each other's hand so that bystanders thought that their arms would break off », a dit Grenville. Partout il a été bien reçu. Avec ses deux filles il est allé à Cambridge : cela a fait sensation quand les deux demoiselles Guizot sont entrées dans le hall de Trinity College. Et il fut question pendant un moment que Guizot prît une chaire d'histoire à Cambridge. Ensuite, une fois de retour en France, quand il a travaillé sur ses Mémoires, sur ses livres d'histoire et de religion, le Val-Richer est devenu un lieu de pèlerinage pour beaucoup de Britanniques. Il est vrai que parfois on le critiquait soit pour le passé, soit pour ses activités du moment. Quand on disait à Disraëli qu'il était le premier des chefs de gouvernement à avoir écrit un roman, il répondait que non : Guizot, disait-il, a écrit des romans sous forme de livres de théologie. Il est vrai aussi que l'admiration des Anglais pour Guizot était un peu de la « self-admiration ». Ils l'admiraient pour ses qualités anglaises. Peut-être Guizot était-il le plus grand des Victoriens ? En tout cas, Guizot n'en était pas mécontent. Peu de temps avant sa mort, il écrivait à Reeve, un vieil ami qu'il connaissait du temps de Mehemet Ali et de Palmerston : « Je vis aussi en Angleterre. C'est beau d'avoir deux vies et presque deux patries ».